Mouvement des Entreprises de France

Covid-19 : situation et mesures économiques prises en Europe et dans le monde

Publié le 23 mars 2020

La France n'est pas la seule à faire face à la pandémie de Covid – 19, l'Europe et le monde entier sont également concernés et partout les pouvoirs publics tentent de trouver des solutions pour ralentir la propagation du virus et pour soutenir l'économie. Point au 18 mars dernier.

De nouvelles mesures pour soutenir l'économie européenne

Les montants annoncés

Une « Initiative d'investissement en réaction au coronavirus » vise à promouvoir les investissements par la mobilisation des réserves de trésorerie disponibles dans les Fonds structurels et d'investissement européens. Ces investissements atteindront rapidement un montant supérieur à 37Mds d'euros, dont 8 disponibles dans l'immédiat. Pour les régions françaises, ce sont a priori 312 millions qui devraient être immédiatement disponibles au titre des reliquats des fonds existants (source : Commission européenne).

Afin de mobiliser rapidement ces 37Mds, la Commission propose de renoncer à l'obligation de réclamer aux Etats le remboursement des préfinancements non dépensés au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER), du Fonds social européen (FSE), du Fonds de cohésion et du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) jusqu'à la clôture des programmes.

Les États membres utiliseront les montants non récupérés en 2020 pour accélérer les investissements liés à l'épidémie de COVID-19.

179 millions du Fonds d'ajustement à la mondialisation sont également prévus pour lutter contre l'impact social de l'épidémie.

.800 millions provenant du Fonds européen de solidarité pourront être utilisés.

1 Md provenant du budget de l'UE sera réaffecté en garantie au Fonds européen d'investissement pour encourager les banques à octroyer des liquidités aux PME et aux entreprises de taille intermédiaire.

Le Medef et l'Association des Régions de France (ARF) sont en contact régulier avec les autorités françaises et européennes pour connaître les modalités opérationnelles de ces déblocages de fonds.

Les autres mesures annoncées

Flexibilité accordée aux Etats membres en matière de règles budgétaires et d'aides d'Etat

Objectif : donner aux Etats la marge de manœuvre suffisante pour répondre aux conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie.

La pandémie est considérée comme une « circonstance inhabituelle indépendante de la volonté de l'État membre concerné ». La Commission acceptera donc des dépenses exceptionnelles, telles que des dépenses de soins de santé et des mesures de soutien ciblé aux entreprises et aux travailleurs. Les critères de Maastricht (3% de déficit, 60% PIB) attendront.

Les États membres pourront aussi exceptionnellement aider les entreprises qui font face à des pénuries de liquidités et ont besoin d'une aide urgente : subventions salariales, suspension des paiements de l'impôt sur les sociétés et de la TVA ou des cotisations sociales.

Fermeture des frontières extérieures et sécurisation de l'approvisionnement dans le marché unique

Les chefs d'Etat ou de gouvernement européen ont décidé le 17 mars la fermeture de l'espace Schengen. La Commission a proposé une suspension des voyages non essentiels vers l'Union européenne pour 30 jours renouvelables.

La Commission et les Etats membres souhaitent agir ensemble pour garantir la production, le stockage, la disponibilité et l'utilisation rationnelle des équipements de protection médicale et des médicaments dans l'UE. La Commission a lancé une procédure conjointe de passation de marché pour ces produits.

La Commission souhaite exempter temporairement les compagnies aériennes de la règle du créneau utilisé ou perdu.

La BCE, acteur central pour pérenniser le financement de l'économie et des PME

Afin de maintenir à des niveaux très bas les coûts d'emprunt des Etats et des entreprises, la BCE va consacrer une enveloppe complémentaire de 120 Mds d'euros aux achats d'obligations pendant 9 mois. Jusqu'à juin 2021, les banques qui prêteront aux entreprises les plus touchées et particulièrement les PME, bénéficieront de prêts ciblés de long terme (TLTRO) à bas coût.

Enfin, la BCE va alléger les obligations imposées aux banques en matière de fonds propres

1% du PIB européen a déjà été mobilisé par les pays en mesures sociales, fiscales et budgétaires (120 Mds). Les mesures de la BCE destinées à faciliter le financement des PME se mettent progressivement en place.

Les ministres des Finances échangeront chaque semaine. Ils peuvent à tout moment adopter des mesures coordonnées de relance supplémentaires, un accroissement du capital de la Banque européenne d'investissement ou encore un recours direct au Mécanisme européen de stabilité (410 Mds). Davantage de mesures de soutien au financement des entreprises, notamment via une baisse des taux directeurs, pourraient être annoncées par la BCE.

Point de situation pays par pays

Allemagne : Un plan « historique » de soutien de l'économie

L'Allemagne a annoncé le plus grand plan d'aide aux entreprises de son histoire d'après-guerre, avec des prêts "sans limite" d'une valeur d'au moins 550 milliards d'euros.

A compter du mois d'avril, les règles relatives au chômage partiel seront assouplies

D'autres mesures fiscales ont aussi été prises : report de paiement de taxes fédérales, report du paiement de l'impôt pour certains citoyens, pas de pénalités de retard, etc

L'Allemagne avait rétabli le 16 mars le contrôle aux frontières avec cinq pays, dont la France. Seuls les travailleurs transfrontaliers ont le droit de se rendre en Allemagne. Le pays a aussi annoncé la fermeture de tous les commerces non essentiels, l'interdiction très stricte de tous les rassemblements, y compris dans les lieux de culte, la fermeture des aires de jeux

Les écoles sont fermées depuis le 16 mars.

En conséquence, selon ING, l'économie allemande devrait se contracter de 1,5% sur l'année 2020.

Italie : Une aggravation du bilan sanitaire

L'Italie, le pays le plus touché jusqu'à présent par l'épidémie au sein de l'Union européenne, a annoncé 25 milliards d'euros pour lutter contre l'épidémie.

Rome va utiliser son enveloppe pour aider les emprunteurs italiens, notamment à travers la suspension du paiement de certaines échéances de prêts immobiliers et bancaires.

La production des usines subit une baisse d'environ 10 %. Le secteur du commerce de détail (hors magasins d'alimentation) a diminué de 50 %. Le tourisme et les transports accusent un effondrement de 90 %. La production automobile est en difficulté. Le secteur du luxe est lui aussi impacté.

Devant l'impossibilité de garantir la sécurité des travailleurs sur les chantiers de construction le gouvernement vient d'annoncer leur suspension.

D'après l'OCDE le moins mauvais scénario pour l'Italie serait une croissance nulle en 2020. En revanche, les secteurs pharmaceutiques, les producteurs de dispositifs médicaux et le secteur de la chimie tournent à plein régime. Le secteur de l'agroalimentaire démontre également de la résilience notamment pour maintenir l'approvisionnement de la grande distribution. Les entreprises italiennes qui le peuvent apportent tout leur soutien à la lutte contre le virus. Le plus grand assureur italien, Generali, et plusieurs entreprises italiennes telles que les banques Unicredit ou Intesa Sanpaolo ont rejoint un fond commun d'aide de lutte contre le coronavirus. Le fonds doit permettre de rassembler 100 millions d'euros pour soutenir l'Italie et les autres pays touchés.

Espagne Confinement et plan de soutien massif

L'Etat d'urgence a été déclaré. Les Espagnols sont en confinement strict pour minimum quinze jours (la durée de 5 semaines a été évoquée par des sources gouvernementales). Les frontières sont fermées.

Afin d'éviter que le chômage partiel, notamment dans le secteur automobile, ne se transforme en chômage massif, le gouvernement annonce le plus important plan de relance de l'histoire de l'Espagne. La plus grande partie de ce plan consiste en une garantie de prêt de 100 Mds d'euros pour les entreprises afin d'assurer leur liquidité, en particulier pour PME.

Les autres engagements publics s'élèvent à 17 Mds d'euros. L'ensemble, y compris la mobilisation privée en matière de garanties de prêt, totaliserait 200 Mds d'euros. Les paiements fiscaux prévus entre le 13 mars 2020 et le 30 mai 2020 (TVA, Impôt sur les Sociétés, impôt sur le revenu des résidents et non-résidents espagnols) peuvent faire l'objet d'un report. Une attention particulière est apportée par les autorités aux emplois menacés de destruction, comme les salariés du secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

En Catalogne (20 % du PIB de l'Espagne), plus de 70 entreprises ont mis près de 4000 salariés au chômage partiel. -Le secteur du tourisme (12 % du PIB, 13 % des emplois) est à l'arrêt. -La fréquence des transports publics est réduite de 50 %. 90 % des 16000 employés de la compagnie espagnole Iberia sont au chômage technique. Près de 100000 emplois sont menacés par la crise.e pays pourrait rentrer en récession en 2020.

Royaume-Uni : Un changement de stratégie

Le Chancelier Rishi Sunak a annoncé un plan de soutien de l'économie de 30 Mds £ : 12 seront spécifiquement destinés aux mesures contre le coronavirus, dont au moins 5 Mds pour le NHS et 7 milliards pour les entreprises et les travailleurs britanniques.

Parmi ces mesures figurent : la hausse du montant que les entreprises peuvent emprunter par le biais du programme de prêts pour interruption d'activité de 1,2 million à 5 millions £ ; l'augmentation des subventions aux petites entreprises de 3 000 à 10 000 £ ; des prêts et des garanties illimités pour soutenir les entreprises et les aider à gérer leurs flux de trésorerie.

Le Chancelier mettra à disposition 330 milliards de livres sterling de garanties, soit 15 % du PIB britannique. La Banque d'Angleterre a annoncé une baisse d'urgence des taux d'intérêt pour soutenir l'économie, les taux passent à 0,25 %, ramenant les coûts d'emprunt au niveau le plus bas de l'histoire.

La Banque a déclaré qu'elle libérerait également des milliards de livres de prêt supplémentaire pour aider les banques à soutenir les entreprises. Elle a confirmé le maintien du montant de son programme d'achat d'obligations d'Etat à 435 Mds£, et celui de son programme d'achat d'obligations d'entreprises à 10 Mds£.

Boris Johnson a changé de stratégie sur le plan sanitaire. Il a notamment appelé la population à éviter tout contact et tout déplacement « non essentiel ». Il a également recommandé aux personnes âgées et aux femmes enceintes de s'isoler pendant trois mois. Dans la foulée mardi 17 mars, le UK a déconseillé à ses ressortissants tout voyage à l'étranger non essentiel, dans un premier temps pour 30

jours. Ces mesures font écho à un rapport de l'agence de santé publique anglaise, Public Health England, qui évalue que7,9 millions de Britanniques pourraient être infectés d'ici au printemps 2021 si le gouvernement ne prenait pas d'autres mesures.

L'Office pour la responsabilité budgétaire a prévu une croissance de 1,1 % en 2020, le taux le plus bas depuis 2009. La British Chambers of Commerce (BCC)a abaissé ses prévisions de croissance du PIB pour 2020 à 0,8 %. La croissance trimestrielle du PIB devrait atteindre 0,2 % au premier trimestre 2020, suivie d'une contraction de -0,1 % au deuxième trimestre. Les estimations de la BCC pour la croissance des exportations ont été abaissées à 0, 1% en 2020 (contre 1,1 %) et 0,9 % en 2021 (contre 1,4 %), avant une croissance de 1,4 % en 2022. Les prévisions de croissance de la consommation des ménages ont été revues à la baisse à 0,9 % pour 2020 (contre 1,3 %), 1,4 % pour 2021 (contre 1,5 %), avant une croissance de 1,5 % en 2022. L'investissement des entreprises devrait se contracter de 0,7 % cette année.

Chine : une reprise lente mais progressive

La banque centrale chinoise, qui a débloqué fin février des extensions ou des renouvellements de prêts aux entreprises, a annoncé une baisse du ratio de réserve obligatoire des banques, libérant 550 Mds de yuans (70,6 Mds d'euros) pour soutenir l'économie. Le Quotidien du peuple « la réouverture de 79 % des chantiers de grands travaux ». La NDRC a publié une circulaire encourageant la reprise des activités des entreprises étrangères. La circulaire demande aux autorités locales compétentes d'effectuer des visites régulières des entreprises étrangères et de suivre leurs projets afin d'évaluer leur situation (activités, production, investissements).

La Chine va envoyer un million de masques à la France et du matériel médical.

Goldman Sachs prévoit une récession de 9 % au premier trimestre en Chine. Ses prévisions pour la croissance annuelle chinoise sont désormais de +3 % (contre +5,5 % jusqu'ici)

Hors Hubei, 60 % des PME et 95 % des entreprises industrielles de taille critique auraient repris l'activité selon le Ministère de l'industrie. Toutefois, la plupart d'entre elles fonctionnent à faible régime. L'économie chinoise fonctionnerait ainsi désormais à 69,5 % de ses capacités.

L'Administration de l'aviation civile de Chine a averti les opérateurs aériens que les dispositifs de quarantaine mis en place depuis le 16 janvier pourraient être revus. Hong Kong et Chongqing imposent une quarantaine obligatoire à tous les passagers en provenance de l'étranger. Les autorités chinoises recommandent à leurs ressortissants de ne pas voyager dans 15 pays, dont la France.

16 des 31 provinces de Chine ne compteraient désormais (officiellement) plus aucun patient atteint du COVID-19.

Etats-Unis Des mesures tardives mais significatives

La Banque centrale américaine a annoncé qu'elle allait accorder des facilités de crédits destinées aux entreprises et aux ménages. La Fed propose de soutenir les prêts automobiles ou immobiliers et d'accorder des prêts aux entreprises, et a mis en place une nouvelle facilité de financement des créances de court terme.

Pour protéger la Fed contre les pertes de crédit sur ces prêts, le Trésor fournira 10 Mds $ par le biais d'un Fonds de stabilisation. Le 15 mars, elle avait abaissé ses taux à zéro. En outre, la Fed, la Banque centrale européenne et les Banques centrales du Japon, Royaume-Uni, Canada et de Suisse, ont assoupli les conditions auxquelles elles s'échangent des devises, afin de pouvoir garantir un approvisionnement suffisant des marchés.

L'administration Trump prévoit un plan d'aides massives de 850 milliards de dollars pour porter secours aux secteurs qui sombrent dans la récession.

Le 16 mars, Donald Trump avait recommandé de limiter les rassemblements à dix personnes, contre 50 dimanche, de fermer les écoles, de ne plus sortir et d'éviter les voyages non essentiels.

Depuis le 13 mars au soir, Donald Trump a annoncé la fermeture des frontières américaines aux ressortissants de plusieurs pays dont la quasi-totalité des pays membres de l'UE incluant la France.

Goldman Sachs a annoncé le 16 mars que le PIB américain pourrait se contracter de 5 % au deuxième trimestre, ce qui serait une baisse sans précédent depuis la crise financière de 2008.Près de 80 millions d'emplois sont à risque élevé ou modéré. Cela représente plus de la moitié des 153 millions d'emplois dans l'ensemble de l'économie.

Japon : les autorités préparent la reprise

Le gouvernement japonais étend considérablement les subventions permettant le maintien des emplois impactés par la crise sanitaire. Les subventions pour les PMEs sont augmentées dans les zones du territoire particulièrement touchées par la baisse de l'activité économiques (entre +60 et +80 %).

En même temps qu'il gère la crise, le gouvernement japonais prépare la reprise. Il concentre ses ressources financières pour soutenir le tissu des PME. 1 000 Mds de Yen (8,5 milliards d'euros) seront consacrés à l'effort de relance avec mise à disposition de prêts spéciaux COVID-19 (500 milliards de yens -4,3 milliards d'euros) assortis de taux d'intérêt bas pour apporter un soutien financier aux entreprises.

Tokyo demande aux institutions financières privées de fournir activement de nouveaux prêts aux entreprises et de modifier les conditions des dettes existantes. Compte tenu des charges pesant sur les micros, les petites et moyennes entreprises, le gouvernement permettra une assistance accélérée pour répondre aux dommages subis par les entreprises, y compris sur les chaînes d'approvisionnement, afin d'aider les entreprises à trouver des débouchés alternatifs pour leurs produits et activités.

Un effort particulier va être fourni sur l'industrie du tourisme ;

L'effet du coronavirus sur l'économie japonaise – déjà au bord de la récession avant l'épidémie – pourrait être au moins aussi grave sinon pire que la crise financière de 2008, selon le ministre de la revitalisation économique, Yasutoshi Nishimura. Les exportations vers les Etats-Unis et la Chine sont en baisse en raison de la contraction de l'économie mondiale. Les importations japonaises sont aussi en chute libre, notamment celle en provenance de Chine (chute la plus rapide depuis les années 80) en raison d'une moindre activité générale (50 à 70 % l'activité habituelle). 47 % des entreprises japonaises ont vu leurs bénéfices et leur production affectés par l'épidémie de virus, 42 % souffrant de baisses pouvant atteindre 30 % en février (Reuters Corporate Survey).

Les mesures prises par le FMI

Le FMI est prêt à mobiliser sa capacité de prêt de 1000 Mds USD pour aider les pays membres. Il compte déjà 40 accords en cours prévoyant des engagements de ressources d'un montant cumulé d'environ 200 Mds USD. Une vingtaine d'autres pays ont également fait part de leur intérêt.

Autre objectif : porter le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC) à 1 Md USD (contre 400 millions aujourd'hui). Ce fonds peut aider les pays les plus pauvres en leur accordant un allégement immédiat de leur dette.

Le FMI souhaite que les Etats maintiennent des échanges constants et une coordination étroite pour renforcer la confiance et stabiliser l'économie mondiale.

Les mesures prises par la Banque mondiale

L'enveloppe de financement accéléré est portée à 14 milliards de dollars afin d'accompagner les efforts déployés par les entreprises et les pays en vue de prévenir, détecter et faire face à la propagation rapide du Covid-19.

En fonction de la durée et de la gravité de l'épidémie, la Banque mondiale pourra débloquer une seconde enveloppe de financement pour se concentrer plus spécifiquement sur les effets économiques et sociaux.

Afin de renforcer la confiance, la Banque mondiale recommande aux Etats de déployer tout l'arsenal de leurs instruments de politique économique : monétaire, budgétaire, commerciale et d'investissement.

Seule une réponse rapide, coordonnée et ambitieuse face à une menace commune peut faire la différence pour l'économie mondiale. Il est donc impératif que les décideurs, partout dans le monde, prennent conscience du risque de propagation des préjudices économiques d'un pays à l'autre et qu'ils se mobilisent rapidement pour l'endiguer.

Selon la Banque mondiale, les gouvernements doivent se garder de toute tentation protectionniste, qui ne fera qu'exacerber les perturbations dans les chaînes de valeur mondiales et accentuer une incertitude déjà grande. Surtout, ils doivent éviter de restreindre les exportations de denrées alimentaires et de produits médicaux vitaux pour, au contraire, rechercher ensemble des solutions visant à accroître la production et la satisfaction des besoins. À moyen terme, avec l'amélioration de la conjoncture économique, les responsables publics devront tirer les leçons de cette crise non pas en privilégiant le repli sur soi, mais en encourageant les entreprises à accroître leurs stocks et à diversifier leurs fournisseurs, afin de mieux gérer les risques.